

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDILIANS

9 RUE DES USINES
60850 Saint-Germer-De-Fly

Références : CAR-R/318/25-AC/MC
Code AIOT : 0005103015

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement EDILIANS implanté Bois des Tailles 60650 Blacourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILIANS
- Bois des Tailles 60650 Blacourt
- Code AIOT : 0005103015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière EDILIANS "Bois des Tailles" de Blacourt est une carrière d'argile réglementée par arrêté

préfectoral du 28 avril 2005, prolongée par arrêté du 23 juin 2023.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 1 | Rejets aqueux | AP Complémentaire du 28/04/2005, article III.2.2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la découverte d'espèces protégées et de zones humides dans la zone à exploiter, l'extraction a été arrêtée.

Des dossiers sont en cours afin de traiter ces enjeux sur le site.

Dans l'attente, aucun rejet aqueux n'est réalisé sur la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/04/2005, article III.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau |
| Prescription contrôlée : <u>Rejets d'eaux</u> Les rejets d'eaux de pluie ou de ruissellement, dans la rivière « Avelon », via le ru des Raques et accumulées dans l'excavation sont tolérés sous réserve du strict respect permanent des conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 5,5 et 8,5 ;• température inférieure à 30°C ;• teneur en matières en suspension inférieure à 30 mg/l• demande chimique en oxygène sur effluent non décanté inférieure à 125 mg/l• [...] Pour ces rejets, l'exploitant met en œuvre les équipements suivants : <ul style="list-style-type: none">• un poste de préparation et de dosage de flocculant, dimensionné de façon à n'injecter le flocculant dans les eaux à traiter à une teneur au plus égale à 2 ppm ;• Une installation prévue pour traiter un rejet d'au moins 75 000 m³ par an, constitué en particulier d'un bassin de décantation, dimensionné de façon à permettre un temps de séjour des eaux à traiter suffisamment long pour assurer leur décantation, le volume de ce bassin étant d'au moins 1000 m³ ;• Un filtre à sable par lequel transiteront les eaux décantées avant rejet dans le réseau superficiel, suffisamment dimensionné, la surface de ce filtre étant d'au moins 600 m² ; |

- Dans l'éventualité où le filtre à sable serait colmaté, un dispositif de trop plein aménagé de façon à retourner les eaux pompées dans l'excavation de la carrière.

Les rejets d'eaux sont :

- suspendus en périodes de crues de la rivière Le Thérain, ou de son affluent L'Avelon ;
- limités à 19 m³/h au plus ;
- opérés sous la surveillance de l'exploitant de façon qu'il puisse avoir connaissance sans retard de toute anomalie ;
- suspendus en cas d'anomalie, jusqu'à ce que l'exploitant ait vérifié que leur reprise peut être effectuée sans risquer de contrevenir aux limites fixées ci-dessus.

Pour ces rejets, l'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'installation de traitement des eaux à rejeter et des rejets. Ce registre mentionne en particulier :

- la date de mise en service de l'installation,
- la date des opérations de surveillance et leur résultat,
- la date et la nature des principales opérations de maintenance,
- les périodes de rejets et pour chacune d'elles, le débit de rejet,
- s'il y a lieu, les anomalies constatées et les actions correctives apportées.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Surveillance des rejets

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets qu'il opère. Ce programme comprend en particulier le suivi analytique des paramètres mentionnés ci-dessus. Les opérations de surveillance sont effectuées aussi souvent que nécessaire pour garantir le respect des limites précitées, au moins :

- à la reprise des pompages consécutive à tout arrêt de plus d'une semaine ;
- en cas d'aléas météorologiques susceptibles d'engendrer l'émission de matières en suspension à des concentrations supérieures aux limites réglementaires précitées ;
- périodiquement, au plus tous les deux mois.

Les résultats des opérations de surveillance et les éventuelles observations auxquelles elles donnent lieu sont portés sur un registre tenu par l'exploitant, à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitation de la carrière est interrompue depuis la découverte d'espèces protégées et de zones humides sur le secteur restant à extraire.

Une demande de dérogation "espèces protégées" a été déposée par l'exploitant et est en cours d'instruction. Un second dossier en rapport avec la destruction de zones humides est également en cours de rédaction par l'exploitant, et doit présenter des mesures de compensation afin de pouvoir terminer l'extraction de la zone.

Concernant les rejets aqueux, l'exploitant a indiqué que le pompage n'est plus réalisé sur site au vu de l'absence d'extraction. L'eau météorique est recueillie dans le fond de fouille et y décante.

Aucun rejet naturel ou mis en place par l'exploitant n'est réalisé. L'exploitant a indiqué que d'un point de vue topographique, toutes les eaux restent dans l'enceinte de la carrière et ne peuvent pas s'écouler vers le milieu naturel.

Dans l'optique d'une future reprise de l'extraction en cas de suites favorables aux dossiers en cours, l'exploitant indique tester un nouveau process de traitement des eaux. Ce process permettrait de traiter les eaux par floculation et coagulation, les argiles de cette carrière étant très longues à décanter naturellement.

Il est rappelé à l'exploitant que dans ce contexte, tout rejet d'eau naturel ou volontaire provenant du fond de fouille ou de toute zone décapée est interdit au vu de l'absence de traitement. Il est également rappelé à l'exploitant qu'en cas de changement de process de traitement des eaux, un dossier de porter à connaissance devra être déposé et présenter l'ensemble des éléments d'appréciation.

Type de suites proposées : Sans suite